

M l'inspecteur,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous pensions, vous répéter comme chaque année, que les mesures de carte scolaire pour organiser la rentrée scolaire, même si elles se déroulent en trois temps (janvier, juin et septembre), se déroulent selon un fonctionnement identique : une rentrée - une règle unique.

Nous devons maintenant préciser : une rentrée, une règle unique SAUF quand il y a un nouveau président...

En effet, il faut ajouter aux règles d'organisation de la carte scolaire, le sujet à la mode: les CP à 12 !

Comme vous nous l'avez annoncé il y a quelques jours, il devient maintenant urgent d'organiser cette mesure : à la rentrée, les CP, c'est douze et pas plus !
Et cela doit être fait dès la rentrée !

Nous reviendrons ensuite, dans l'ordre du jour, sur les diverses mesures proposées, mais nous disons ici quelques mots sur ce projet:

Prenons la version optimiste :

- Le président pense qu'un nombre d'élèves moindre permet de travailler mieux.

Très bien.

- La recherche de locaux oblige l'administration à réaffirmer la primauté du temps scolaire dans l'utilisation des locaux des écoles.

Très bien.

Et la liste s'arrête là.

Sinon, la version moins optimiste :

- Dans les 18 écoles concernées, comment la scolarité des CE1, CE2, CM1 et CM2 se passera-t-elle mieux en supprimant leur maître supplémentaire et sans pouvoir réellement avoir la possibilité d'évaluer ce dispositif?
- Au-delà des élèves concernés (environ 850), ne faut-il rien améliorer pour les 14 000 autres CP du département ?
- Qu'allez-vous améliorer pour les nombreuses écoles maternelles, une autre priorité ministérielle, qui ont toutes leurs classe à plus de trente élèves ?

Et la liste pourrait continuer, avec notamment la problématique des rythmes scolaires. Dès la rentrée 2017, des collectivités peuvent « expérimenter » une nouvelle organisation du temps scolaire. Avez-vous déjà eu des demandes dans ce sens ?

Monsieur l'inspecteur,

Nous savons que vous n'êtes pas le responsable, mais c'est bien vous qui allez devoir remuer cloison et affectation pour servir la propagande ministérielle.

Faites savoir à notre hiérarchie que cette précipitation enlève toute légitimité à cette mesure :

Pour le bien des élèves, nous sommes prêts à discuter d'une mise en œuvre sérieuse, mais sans oublier la réalité des personnels, la réalité des locaux, la réalité du calendrier...

Pour d'autres raisons, on ne... marche pas.

Merci.